



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Break Poverty Foundation

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Break Poverty Foundation

Fonds de dotation

Siège social : 81 Rue de Lille 75007 Paris

N° SIREN : 833 584 345

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil d'administration du fonds de dotation Break Poverty Foundation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation Break Poverty Foundation relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la conformité aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du

compte d'emploi annuel des ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans la « note CROD et CER » de l'annexe aux comptes annuels ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier en accord avec le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, le 02 avril 2025

Signé par :

130CF300E20342D...

Aurélie JOUBIN

Associée

BREAK POVERTY FOUNDATION

81 rue DE LILLE

75007 PARIS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

APE : 8899B

Siret : 83358434500015

BUREAU LEVALLOIS PERRET

BREAK POVERTY FOUNDATION

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels

Attestation d'Expert Comptable

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU PROFESSIONNEL DE L'EXPERTISE COMPTABLE

Conformément à la mission qui nous a été confiée par Valérie DAHER et qui a fait l'objet de notre lettre en date du 04/11/2024, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association BREAK POVERTY FOUNDATION relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en Euros
Total bilan	3 121 535
Total des ressources	1 542 039
Résultat net comptable (Excédent)	138 830

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à LEVALLOIS PERRET

Le 26/02/2025

ATTLANE Cinthia

Expert comptable

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	32 527	32 527		
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	63 607	60 779	2 827	6 744
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	96 134	93 306	2 827	6 744
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	5 400		5 400	6 800
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	590 497		590 497	592 664
Divers				
Valeurs mobilières de placement	600 125		600 125	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 914 161		1 914 161	172 399
Charges constatées d'avance	8 526		8 526	8 846
Total II	3 118 708		3 118 708	780 709
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 214 841	93 306	3 121 535	787 453

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	2 000 022	
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables	2 000 022	
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	-9 213	
Excédent ou déficit de l'exercice	138 830	-9 213
Situation nette (sous-total)	2 129 638	-9 213
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	2 129 638	-9 213
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	116 196	56 453
Total II	116 196	56 453
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires	125	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	125	
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 471	32 045
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	9 954	5 037
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	278 985	134 632
Produits constatés d'avance	546 167	568 500
Total IV	875 701	740 213
Ecarts de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 121 535	787 453

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	5 400	65 080
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	5 400	65 080
Produits de tiers financeurs	1 476 209	1 607 110
Concours publics et subventions d'exploitation		
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		223 622
Ressources liées à la générosité du public	930 976	996 339
Contributions financières	545 233	387 150
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges		44
Utilisation des fonds dédiés	56 453	172 012
Autres produits	3 976	7
Total I	1 542 039	1 844 253
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	265 175	459 155
Aides financières	861 300	1 001 320
Impôts, taxes et versements assimilés	7 808	8 053
Salaires et traitements	107 226	234 250
Charges sociales	40 266	90 982
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 917	3 877
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	116 196	55 825
Autres charges	4 008	4
Total II	1 405 896	1 853 466
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	136 143	-9 213
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	2 687	
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	2 687	
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 687	
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	138 830	-9 213
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
Total V		

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 544 725	1 844 253
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	1 405 896	1 853 466
EXCEDENT OU DEFICIT	138 830	-9 213
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	999 741	225 497
Bénévolat		
TOTAL	999 741	225 497
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	928 153	201 837
Prestations en nature	71 588	23 660
Personnel bénévole		
TOTAL	999 741	225 497

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : BREAK POVERTY FOUNDATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 3 121 535 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 138 830 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 02/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Le fonds de dotation, qui fait appel public à la générosité, a pour missions sociales « de développer, de conduire et de soutenir des activités d'intérêt général à caractères humanitaire et scientifique aux fins de lutter contre toutes les formes d'extrême pauvreté, dont son notamment victimes les enfants en France et à l'International ».

En 2024, les missions sociales intègrent trois domaines d'intervention :

- Soutien à la petite enfance : favoriser l'éveil de chaque enfant dès le plus jeune âge via le développement de lieux d'accueil dans les quartiers prioritaires, la mise en place d'ateliers de développement de l'éveil et du langage etc.
- Prévention du décrochage scolaire : offrir l'accompagnement nécessaire à chaque enfant pour lui donner les moyens de réussir dans sa scolarité via un suivi individualisé, un apprentissage en groupes restreints etc.
- Accès au premier emploi : permettre aux jeunes issus de milieux défavorisés de se familiariser avec le monde de l'entreprise et d'élaborer un projet professionnel via du mentorat, des ateliers de formation, de la mise en réseau etc.

Moyen mis en oeuvre :

Pour accomplir sa mission, Break Poverty Foundation dispose d'une dotation financée par son fondateur qui lui permet de couvrir ses frais de fonctionnement et les frais de collecte de fonds auprès des donateurs particuliers.

La stratégie de collecte du fonds est focalisée sur le recrutement de donateurs réguliers qui permettront, à terme, de financer les frais de fonctionnement du fonds et d'assurer son autonomie financière.

La mission sociale de Break Poverty Foundation est financée par la dotation du fondateur, par les fonds collectés auprès des entreprises, et par les fonds collectés auprès des particuliers. Les fonds issus du mécénat sont affectés au projet choisi par l'entreprise et donne lieu à l'établissement d'une convention.

Par ailleurs, la Directrice Générale, la Responsable Administrative et Financière et l'Office Manager de l'Institut Break Poverty sont détachés un jour par semaine à titre gracieux au sein du fonds de dotation Break Poverty.

Pour prévenir et lutter contre la pauvreté des jeunes, Break Poverty Foundation a notamment développé un programme innovant, la Dotation d'Action Territoriale (DAT), facilitant l'engagement territorial des entreprises aux côtés des associations et des pouvoirs publics en faveur de la jeunesse en difficulté.

Depuis le lancement du programme de Dotation d'Action Territoriale jusqu'au 31/12/2024, ce sont 4 076 111€ qui ont été collectés auprès des entreprises engagées dans le dispositif, dont 697 878€ pour l'année 2024, par l'intermédiaire de l'Institut Break Poverty, de Break Poverty Foundation ou en direct. Cette stratégie permet de renforcer l'ancrage territorial de la DAT.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2022-06

Règles et méthodes comptables

relatif du plan comptable général et plus spécifiquement au règlement n°2018-06 modifié par le règlement n°2020-08 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Ce règlement, homologué par arrêté du 26 décembre 2023, modifie le plan comptable général en vue de moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes et vient modifier le règlement ANC n°2014-03.

Ce règlement précise notamment les modalités de la première application du texte. La date d'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 2025 avec une possibilité d'application anticipée à compter de la date de publication au JO (décembre 2023).

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Règles et méthodes comptables

Engagement de retraite

La convention collective du fonds de dotation ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Le fondateur a réalisé une donation d'actions d'un montant de 2 000 022.18€ au fonds de dotation BREAK POVERTY. Cette donation est affecté en fonds propres sans droit de reprise.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant.

Autres éléments significatifs

Néant.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 11 730 Euros

Honoraire des autres services : 0 Euros

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 527			32 527
Immobilisations incorporelles	32 527			32 527
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 098			1 098
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	62 509			62 509
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	63 607			63 607
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	96 134			96 134

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 527			32 527
Immobilisations incorporelles	32 527			32 527
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 098			1 098
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	55 764	3 917		59 681
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	56 862	3 917		60 779
ACTIF IMMOBILISE	89 389	3 917		93 306

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 604 422 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 400	5 400	
Autres	590 497	590 497	
Charges constatées d'avance	8 526	8 526	
Total	604 422	604 422	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
INTERETS COURUS A RECEVOIR	2 687
Total	2 687

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise			2 000 022		2 000 022
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau		-9 213			-9 213
Excédent ou déficit de l'exercice	-9 213	9 213	138 830		138 830
Situation nette	-9 213	9 213	2 138 852		2 129 639
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	-9 213	9 213	2 138 852		2 129 639

Fin novembre 2024, le fondateur a signé un engagement contractuel avec le fonds de dotation BREAK POVERTY dans lequel il réalise une donation de 66 787 actions de préférence A d'un montant de 2 000 022,18€ qu'il détient à titre personnel dans la société CHEQUERS&ASSCOCIES.

Il est également préciser :

- d'affecter cette donation à la dotation en capital du fonds de dotation sans possibilité de consommation
 - de céder les titres reçus au même prix à la société CH&A SAS
- Les actions sont vendus à la société CH&A SAS le 26 novembre 2024 pour un montant de 2 000 022,18€.

La somme perçue de la vente de ses actions a permis la souscription de deux contrats à termes de 700 K€ chacun et a permis la souscription de parts dans le FPC CM AM MONEPLUS pour plus de 600 K€.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 875 701 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	125	125		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 471	40 471		
Dettes fiscales et sociales	9 954	9 954		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	278 985	278 985		
Produits constatés d'avance	546 167	546 167		
Total	875 701	875 701		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FACT NON PARVENUES	24 084
PROVISION POUR CP	2 387
PROVISIONS POUR RTT	476
CHARGES SOCIALES SUR CP	1 154
CHARGES SOCIALES SUR RTT	234
Total	28 335

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	8 526		
Total	8 526		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	546 167		
Total	546 167		

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 2 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		1	1	1
Employés		1	1	1
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total		2	2	2

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	999 741	225 497
Dons en nature		
Total	999 741	225 497
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	928 153	201 837
Prestations	71 588	23 660
Personnel bénévole		
Total	999 741	225 497

Conformément à une convention signée en date du 4 octobre 2018, Break Poverty Foundation occupe à titre gratuit des locaux situés au 81 rue de Lille - 75007 Paris.

A compter du 1er janvier 2021, Break Poverty Foundation partage l'occupation gracieuse de ces locaux avec l'Institut Break Poverty et occupe désormais 200 m² des 400 m² mis à disposition.Cette mise à disposition gracieuse est valorisée à 110 500€.

Le fonds de dotation Break Poverty a été également bénéficié de diffusions publicitaires gracieuses d'un montant total de 395 513€.

Break Poverty Foundation a bénéficié de don en nature pour 76 683€, de mécénats de compétences pour 47 970€ et d'une mise à disposition gratuite de personnel pour 71 587€.

Autres informations - Fonds dédiés et EAR

Fonds dédiés

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Fonds dédiés DAT		8 122				8 122	
Fonds dédiés Mentorat		43 733				43 733	
Ressources liées à la générosité du public							
Fonds dédiés ROUILLY - GP	56 453	64 341	56 453			64 341	
TOTAL	56 453	116 196	56 453	-	-	116 196	-

Le règlement ANC 2018-06 définit les fonds dédiés comme "la partie des ressources dédiées par les tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard".

Les fonds dédiés sont calculés par type de ressources et par projets.

Les ressources de Break Poverty Foundation pouvant être inscrites en fonds dédiés sont :

- les ressources liées à la générosité du public.
- les contributions financières d'autres organismes.

Les ressources sont celles ayant un caractère certain et dont la période correspond à celle de l'exercice social, elles sont comptabilisées à la date de signature de la convention. Les conventions pluriannuelles font l'objet d'une répartition par exercice par constatation d'un produit constaté d'avance.

Les ressources utilisées correspondent aux aides financières accordées par Break Poverty Foundation à des tiers afin de financer les projets entrant dans les missions sociales. Les aides financières sont comptabilisées à la date à laquelle leur attribution a été notifiée aux bénéficiaires, qu'elles soient pluriannuelles ou assorties d'une clause résolutoire. Il en est de même en présence d'une clause suspensive, sous réserve que la sortie de ressources soit probable. Dans le cas contraire cette aide financière figurera dans les engagements hors bilan.

Autres informations - Fonds dédiés et EAR

Etat séparé des Avantages et Ressources provenant de l'étranger (EAR)

TABLEAU SYNTHETIQUE

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources (en €)
Belgique	504
Espagne	165
Luxembourg	160 100
Pays-Bas	180
Portugal	750
Principauté de Monaco	75 144
Suisse	50
Total	236 893

La loi n°2021-1109 du 24 mars 2021 introduit l'obligation de tenir un état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger.

La version détaillée de ce tableau est disponible pour consultation au siège de l'association : 81 rue de Lille, 75007 Paris.

Note CROD et CER

Présentation du compte de résultat par origine et destination (CROD)

Définition

Le compte de résultat par origine et destination (CROD) est présenté selon le modèle du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par le règlement ANC n°2020-08. Ce tableau présente l'origine des produits et leurs emplois par destination (missions sociales, frais de recherche de fonds, frais de fonctionnement et autres postes de charges). Le résultat apparaissant au compte de résultat par origine et destination est strictement identique à celui du bilan et du compte de résultat. De même, le total des charges par destination est égal au total des charges du compte de résultat et le total des produits par origine à celui des produits du compte de résultat.

Le CROD est structuré de la façon suivante :

- La colonne 1 présente les produits selon leur origine et les charges selon leur destination,
- La colonne 2 présente spécifiquement les produits issus de la générosité du public et leurs emplois par destination. Cette colonne est identique à celle du CER et sera présentée au point suivant relatif à la présentation du CER.

Note CROD et CER

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	Exercice 31/12/24 (selon ANC 2018-06)		Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	930 976	930 976	996 339	996 339
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	681 196	681 196	653 309	653 309
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat	249 780	249 780	343 030	343 030
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	557 296		675 902	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	545 233		610 772	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	12 063		65 131	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS				
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS				
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	56 453	56 453	172 012	86 720
TOTAL	1 544 725	987 429	1 844 253	1 083 059
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	38 343	38 343	186 334	186 334
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	621 300	127 922	761 320	120 232
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	0	0	0	0
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	240 000	240 000	240 000	240 000
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	206 829	206 829	361 087	361 087
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	44 757	44 757	40 698	40 698
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	134 553	126 407	204 326	94 320
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	3 917		3 877	
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	0		0	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	116 196	64 341	55 825	40 388
TOTAL	1 405 896	848 600	1 853 466	1 083 059
EXCEDENT OU DEFICIT	138 830	138 830	-9 213	0

Note CROD et CER

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 31/12/24 (selon ANC 2018-06)		Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0	0	0	0
Bénévolat	0	0	0	0
Prestations en nature	0	0	0	0
Dons en nature	0	0	0	0
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	999 740		225 497	
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE	0		0	
Prestations en nature	0		0	
Dons en nature	0		0	
TOTAL	999 740	0	225 497	0
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	50 953	0	65 837	0
Réalisées en France	50 953	0	65 837	0
Réalisées à l'étranger	0	0	0	0
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	766 700	0	0	0
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	182 087	0	159 660	0
TOTAL	999 740	0	225 497	0

Produits par origine

Les produits du CROD sont présentés conformément à la réglementation comptable et selon les précisions complémentaires ci-dessous :

Produits liés à la générosité du public

Les ressources collectées auprès du public se composent de dons manuels ainsi que de mécénats. Break Poverty Foundation n'a pas collecté d'autres produits liés à l'appel à la générosité du public.

Les ressources issues de la générosité publique sont affectées en priorité aux missions sociales non financées par des ressources non liées à la GP fléchées. Si les ressources issues de la GP sont supérieures au total des Missions sociales, le surplus financera les frais de recherche de fonds liés à la générosité du public puis les frais de fonctionnement.

Produits non liés à la générosité du public

- Sont inscrits dans cette rubrique :
- Le poste « contributions financières » constitué principalement des fonds versés par des entités à but non lucratif.
 - Les « autres produits » constitués principalement de prestations de services réalisées pour un tiers et pour l'Institut Break Poverty, de produits financiers, des indemnités journalières de la Sécurité Sociale (IJSS) et de remboursement d'assurance.

Note CROD et CER

Charges par destination

Les postes de charges par destination se structurent de la manière suivante :

Le poste « **Missions sociales** » correspond aux trois domaines d'intervention conformément à l'objet social du Fonds de dotation. Elles sont définies comme suit :

- Soutien à la petite enfance : favoriser l'éveil de chaque enfant dès le plus jeune âge via le développement de lieux d'accueil dans les quartiers prioritaires, la mise en place d'ateliers de développement de l'éveil et du langage etc.
- Prévention du décrochage scolaire : offrir l'accompagnement nécessaire à chaque enfant pour lui donner les moyens de réussir dans sa scolarité via un suivi individualisé, un apprentissage en groupe restreints etc.
- Accès au premier emploi : permettre aux jeunes issus de milieux défavorisés de se familiariser avec le monde de l'entreprise et d'élaborer un projet professionnel via du mentorat, des ateliers de formation, de la mise en réseau etc.

Le fonds de dotation a instauré un système de répartition de ses charges selon une comptabilité analytique en fonction des règles d'affectation validées en Conseil d'Administration.

Le poste « **Frais de recherche de fonds** » comprend :

- Des coûts directs liés à l'ensemble des frais relatifs à la réalisation des actions :
 - La fourniture de petit matériel administratif
 - Les honoraires ou frais de sous-traitance d'actions de collecte (base de données, campagne de collecte)
 - Les frais de communication offline
 - Les frais de campagne marketing offline
 - Les frais bancaires liés à la collecte
 - Les frais de fabrication et d'affranchissement des publipostages et plaquettes

Ces activités sont assurées par les équipes dons et mécénats qui déterminent le pourcentage de temps passés sur ces activités pour en déterminer la masse salariale chargée affectée à cette activité.

Le poste « **Frais de Fonctionnement et frais de communication institutionnelle** » regroupe :

- Des coûts directs liés à l'ensemble des frais relatifs à la réalisation des actions :
 - Les frais relatifs à l'exploitation des locaux (énergies, entretien)
 - Les honoraires d'expertise comptable relatifs aux comptes sociaux et comptes combinés
 - Les honoraires du commissaire aux comptes, avocats et autres prestataires d'accompagnement sur des sujets hors collecte et mission sociale
 - Les assurances générales
 - Les remboursements des frais de déplacement des bénévoles pour les instances
 - Les frais de réceptions
 - La formation du personnel
 - La maintenance informatique
 - Les impôts liés à l'exploitation des locaux (taxe habitation)
 - La masse salariale chargée du personnel hors temps affecté sur les autres activités
 - La quote part de masse salariale du temps passé par l'équipe communication sur la communication institutionnelle

Les postes « **Dotations aux provisions et dépréciations** », « **Impôt sur les bénéfices** » et « **Reports en fonds dédiés de l'exercice** » correspondent aux postes du compte de résultat et n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les **principes et règles d'affectation** permettant d'évaluer les **charges par destination** sont présentés ci-dessous et correspondent aux règles définies antérieurement au nouveau règlement pour établir la colonne « **Emplois** » du **CER**.

Principes d'affectation des charges

- **Missions sociales** : Les dépenses relatives aux missions sociales correspondent aux coûts engagés pour la réalisation des opérations. Ce sont les coûts qui disparaîtraient si la mission sociale n'était pas réalisée ou si elle s'arrêtait.

Ces dépenses comprennent les charges directement affectables à une mission sociale et les charges indirectes réparties selon des clés de répartition.

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2024, les règles d'affectation des dépenses ont été les suivantes :

- Dépenses directes liées aux rémunérations imputées aux missions sociales (25%)
 - Stagiaire Programme et Innovation Etudes
 - Responsable du Développement
 - Chargée de Développement
 - Stagiaire chargée de Communication et Marketing

Note CROD et CER

- Dépenses directes liées aux rémunérations imputées à la communication (25%)
 - o Responsable du Développement
 - o Chargée de Développement
 - o Stagiaire chargée de Communication et Marketing
- Dépenses directes liées aux rémunérations imputées aux frais de collecte (35%)
 - o Responsable du Développement
 - o Chargée de Développement
 - o Stagiaire chargée de Communication et Marketing
- Dépenses directes liées aux rémunérations imputées aux frais de fonctionnement (15%) :
 - o Responsable du Développement
 - o Chargée de Développement
 - o Stagiaire chargée de Communication et Marketing
- Les autres charges directes sont affectées à la rubrique d'emploi concernée.
- Les charges indirectes sont affectées en fonction de clefs de répartition approuvées par le Conseil d'Administration.
- Les charges de personnel imputées aux frais de collecte ont été affectées de la manière suivante :
 - o Frais d'appel à la générosité du public : 50%
 - o Frais de recherches des autres fonds privés : 50%

Tableau de réconciliation du compte de résultat (CR) avec le CROD

Au regard des règles d'affectation exposées ci-dessus, voici un tableau de réconciliation des postes de charges du compte de résultat avec les postes de

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Impôt sur les bénéfices	Vale des figur
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources				Aut produ la gé du
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes						
Achats de marchandises										
Variation de stock										
Autres achats et charges externes	620				159 825		104 731			
Aides financières		621 300		240 000						
Impôts, taxes et versement assimilés							7 313			
Salaires et traitements	26 806				32 168	32 168	16 084			
Charges sociales	9 981				12 589	12 589	5 602			
Dotations aux amortissements et dépréciations							3 917			
Dotations aux provisions										
Reports en fonds dédiés										
Autres charges	936				2 247		824			
Charges financières										
Charges exceptionnelles										
Participations des salariés aux résultats										
Impôt sur les bénéfices										
TOTAL	38 343	621 300	-	240 000	206 829	44 757	138 470	-	-	-

Note CROD et CER

Présentation du compte d'emploi annuel des ressources (CER)

Le compte d'emploi annuel des ressources au 31 décembre 2024 est établi conformément au nouveau règlement ANC n°2018-06 et complété du règlement ANC n°2020-08.

Le CER permet d'assurer le suivi dans le temps de l'emploi des ressources non affectées issues de la générosité du public collectées (RGP).

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC (LOI n° 91-772 DU 7 AOÛT 1991)

EMPLOIS PAR DESTINATION	Exercice 31/12/24 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)	RESSOURCES PAR ORIGINE	Exercice 31/12/24 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – MISSIONS SOCIALES			1 – RESSOURCES LIÉES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	38 343	186 334	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	127 922	120 232	- Dons manuels	681 196	653 309
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme	0	0	- Mécénats	249 780	343 030
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	240 000	240 000	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	206 829	361 087			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	44 757	40 698			
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	126 407	94 320			
TOTAL DES EMPLOIS	784 259	1 042 671	TOTAL DES RESSOURCES	930 976	996 339
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	64 341	40 388	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	56 453	86 720
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	138 830		DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	987 429	1 083 059	TOTAL	987 429	1 083 059
			RESSOURCES REPORTEES LIÉES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	-
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	138 830	0
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIÉES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	138 830	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 31/12/24 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)	RESSOURCES DE L'EXERCICE	Exercice 31/12/24 (selon ANC 2018-06)	Exercice 31/12/23 (selon ANC 2018-06)
EMPLOIS DE L'EXERCICE			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			Bénévolat	0	0
Réalisées en France	0	0	Prestations en nature	0	0
Réalisées à l'étranger			Dons en nature		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS					
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	0	0			
TOTAL	0	0	TOTAL	0	0

Fonds dédiés liés à la générosité du public	Exercice N	Exercice N-1
Fonds dédiés liés à la générosité du public en début d'exercice	56 453	102 785
(-) Utilisation	56 453	86 720
(+) Report	64 341	40 388
Fonds dédiés liés à la générosité du public en fin d'exercice	64 341	56 453

Note CROD et CER

Suivi des Ressources liées à la générosité du public (GP)

Les ressources issues de la GP sont constituées des dons de particuliers et d'entreprises sans conventions de mécénat, des cotisations sans contrepartie, ainsi que de produits de mécénat. Ces postes sont identiques à ceux du CROD et du compte de résultat.

Ressources reportées liées à la générosité du public - Solde d'ouverture

Le solde d'ouverture correspond au solde de clôture du 31 décembre 2023. Ce solde de ressources GP est de 138 830€ à la clôture de l'exercice.

Ressources collectées dans l'année

Les ressources issues de la générosité publique collectées dans l'année correspondent à celles figurant au CROD. Elles sont constituées des « Dons » et « mécénats ». Elles s'élèvent à 930 976 €, soit 94,28 % des ressources GP du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Ressources employées dans l'année

Les ressources issues de la générosité publique financent en priorité les missions sociales. Si les ressources issues de la GP sont supérieures au total des Missions sociales, le surplus financera les frais de recherche de fonds liés à la générosité du public puis les frais de fonctionnement.

L'affectation par emplois des ressources collectées auprès du public sur l'exercice couvre les dépenses réalisées par le Fonds de dotation pour un montant de 784 259 € réparti comme suit :

- Missions sociales réalisées en France : 166 265 € soit 21,20 %
- Mission sociales réalisées à l'étranger : 240 000 € soit 30,60 %
- Frais de recherche de fonds : 251 587 € soit 32,08 %
- Frais de fonctionnement : 126 407 € soit 16,12 %

Enfin, les dotations et reprises sur fonds dédiés de la générosité du public représente l'utilisation des fonds liés à la GP affectés par le donateur, ou la constatation du fonds dédié liés à la GP lorsque la ressource concernée n'a pu être utilisée conformément à sa demande sur l'exercice. Ces mouvements visent à neutraliser les ressources affectées et leurs emplois afin de produire in fine un solde de ressources GP non affectées.

Investissements financés dans l'année

Les **investissements** sont prioritairement financés par les ressources émanant de la générosité du public.

Les investissements nets d'amortissements financés par des ressources GP sont nuls sur cet exercice.

Les désinvestissements nets liés à la générosité du public sont nuls sur cet exercice.

Ressources reportées liées à la générosité du public - Solde de clôture

Le solde de clôture correspond au solde d'ouverture additionné des ressources liées à la GP collectées dans l'année, diminuées des emplois et investissements de l'année. Ce solde de ressources GP est de 138 830€ à la clôture des comptes 2024.



Expertise Comptable et Commissariat aux Comptes

Siège social - 26 / 28 rue Marius AUFAN, 92300 LEVALLOIS PERRET - Tél. 01 41 49 06 66 - Fax. 01 41 49 06 67

SARL au capital de 4 014 200€ - RCS Nanterre 324 021 542 - APE 6920 Z

www.afigec.com